collectif DDH

BULLETIN D'INFORMATION MENSUEL SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

Numéro Spécial 2021



Collectif pour la Défense des Droits de l'Homme

collectif DDH

Collectif pour la Défense des Droits de l'Homme

www.collectifddh.fr

@CollectifDdh

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 04

L'abus d'Accusation de Terrorisme et Disparitions Forcées 05

Tortures, Violences Policieres Et Emprisonnements 06

La Liberte de La Presse et d'Expression 07

Conflit Kurde et Repression de l'Opposition 08

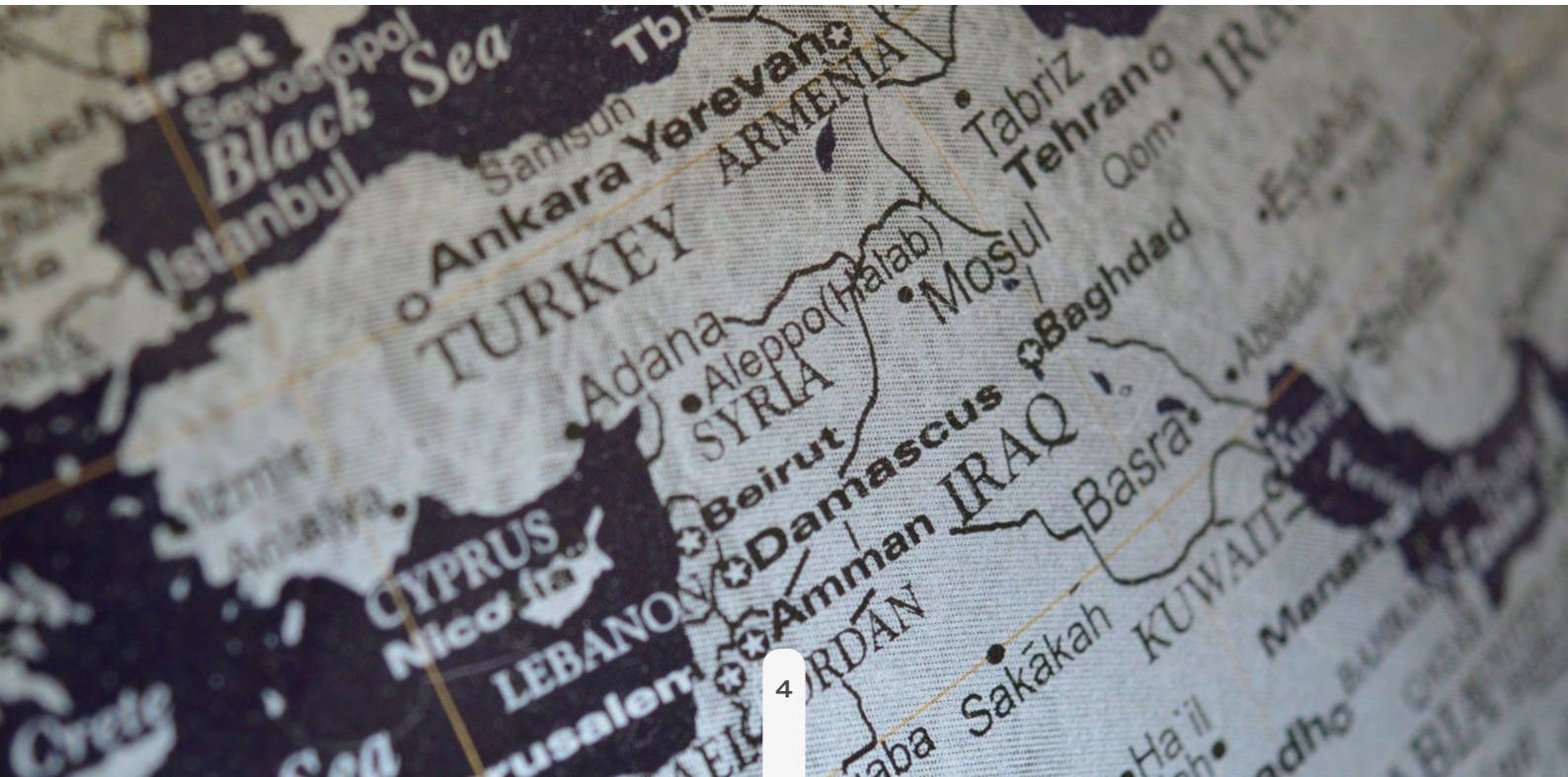
Le Droit de Manifestation 09

Droits des Femmes 10

INTRODUCTION

Un bilan des quatre semaines qui ont suivi l'annonce du « Plan d'action pour les droits de l'homme » du gouvernement turc (2-31 mars 2021)

Le 2 mars 2021, le président turc **Recep Tayyip Erdoğan** a dévoilé le « **Plan d'action pour les droits de l'homme** », un plan de deux ans qui, selon lui, a été préparé à l'issue de « consultations de grande base » pour « répondre aux besoins et aux demandes du public ». Le Président Erdoğan a énuméré **11 principes** énoncés comme principaux piliers du plan. Voici notre tour d'horizon de la situation des droits de l'homme en Turquie au cours des quatre semaines qui se sont écoulées depuis l'annonce du plan avec un accent particulier sur les droits fondamentaux soulignés par la liste des 11 points du gouvernement.



L'ABUS D'ACCUSATION DE TERRORISME ET DISPARITIONS FORCÉES

En quatre semaines, les procureurs ont ordonné la détention d' :

- au moins **755 personnes** sur des liens présumés avec **le mouvement Gülen**,
- au moins **56 politiciens ou militants** proche du parti pro-kurdes **HDP**, en raison de leurs activités politiques ou de leurs déclarations,
- au moins **quatre journalistes** en raison de leurs publications ou de leurs messages sur les réseaux sociaux,
- au moins **23 personnes** sur leurs **commentaires** publics ou sur les réseaux sociaux.

Les autorités n'ont pris aucune mesure visible pour localiser ou mener une enquête significative sur **Yusuf Bilge Tunç** et **Hüseyin Galip Küçüközyiğit**, les personnes portées disparues, respectivement depuis **août 2019** et **décembre 2020**, et dont les membres de la famille ont fait campagne sur les réseaux sociaux en raison des circonstances suspectes entourant leur disparition qui ressemblent étroitement à une série d'incidents documentés de disparition forcée au cours des cinq dernières années.

Le 20 mars, **M. Erdoğan** a publié un décret présidentiel annonçant le retrait de la Turquie de **la Convention d'İstanbul**, le tout premier traité international juridiquement contraignant de lutte contre la violence domestique, malgré l'épidémie infâme de violence sexiste en Turquie, dont près de **1 000 femmes** ont été victimes en **2020** seulement.



TORTURES, VIOLENCES POLICIÈRES ET EMPRISONNEMENTS

Des groupes de défense des droits humains ont signalé au moins **10 cas de torture** en prison. Des gardiens de prison dans les provinces d'Aydın, Batman, Bayburt, Diyarbakır, Isparta, İstanbul, İzmir et Kahramanmaraş ont agressé physiquement des détenus. Un prisonnier, **Kurbani Özcan**, a tenté de se suicider en raison des violences physiques et psychologiques dont il a été victime. La police de Şırnak a maltraité un homme politique kurde détenu pendant quatre jours, et un groupe de soldats qui ont attaqué un village kurde de Bingöl a infligé des violences physiques aux villageois célébrant la fête kurde de **Newroz**.

Les allégations de fouilles à nu injustifiées et arbitraires dans les prisons et en garde à vue se sont poursuivies, y compris un incident au cours duquel deux des **18 femmes détenues** ont fait l'objet de **fouilles à nu** en détention pour avoir assisté à des marches de la Journée de la femme à **İstanbul**.



LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ET D'EXPRESSION

En trois semaines, les autorités ont détenu au moins **quatre journalistes** en raison de leurs publications ou de leurs messages sur les réseaux sociaux ainsi que **cinq utilisateurs** privés pour leurs messages sur les réseaux sociaux également. Après une marche pour la **Journée de la femme** le 8 mars, la police d'**İstanbul** a arrêté **18 femmes**, dont une mineure, pour avoir prétendument crié des slogans insultant le président **Erdoğan**.

Les tribunaux ont bloqué l'accès à au moins **deux sites d'information** ainsi qu'à **120 URL**, principalement des reportages, des tweets et des pages de blog contenant des critiques sur les politiques du gouvernement ou des allégations de corruption impliquant des bureaucrates de haut rang ou des personnes proches du gouvernement.

Les tribunaux ont également rendu des décisions sur certaines des affaires en cours contre des journalistes ou d'autres impliquant des poursuites pour l'exercice d'un discours légitime. Les tribunaux ont condamné **sept journalistes** à un total de sept ans, 47 mois, 106 jours de prison en raison de leurs publications ou des commentaires sur les réseaux sociaux.

En outre, **quatre autres personnes** ont reçu un total de trois ans, 28 mois, 106 jours de prison pour leurs commentaires publics ou sur les réseaux sociaux.

Le Parlement a expulsé **le député** et éminent défenseur des droits humains **Ömer Faruk Gergerlioğlu** en raison d'une peine de prison qui a été prononcée pour un tweet dans lequel il partageait un reportage.



Ömer Faruk GERGERLİOĞLU

Le Parlement a expulsé le député et éminent défenseur des droits humains Ömer Faruk Gergerlioğlu en raison d'une peine de prison qui a été prononcée pour un tweet dans lequel il partageait un reportage.

CONFLIT KURDE ET REPRESSION DE L'OPPOSITION

La répression contre l'opposition pro-kurde s'est poursuivie à plein régime, avec la détention d'au moins **56 hommes politiques** et la condamnation d'au moins sept hommes politiques et anciens maires à un total de 40 ans, 22 mois, 60 jours de prison pour des **accusations liées au terrorisme**, principalement en raison de leurs discours, de leurs messages sur les réseaux sociaux ou de leur participation à des assemblées pacifiques. Vers la fin du mois de mars, les célébrations de la traditionnelle fête kurde de **Newroz** sont devenues le théâtre de détentions massives avec la détention d'au moins **131 personnes** dans plusieurs provinces.

Le **17 mars**, un procureur de la Cour suprême d'appel a demandé à la **Cour constitutionnelle** de fermer le **Parti démocratique des peuples (HDP)** pro-kurde, à la suite d'appels répétés de hauts responsables gouvernementaux ainsi que de cercles ultranationalistes pro-gouvernementaux en faveur de la fermeture du parti. L'acte d'accusation du procureur a exigé une interdiction politique pour plus de **600 responsables** du HDP, y compris ses anciens coprésidents actuels et emprisonnés.

Le 17 mars, un procureur de la Cour suprême d'appel a demandé à la Cour constitutionnelle de fermer le Parti démocratique des peuples (HDP)

HDP

LE DROIT DE MANIFESTATION

Dans tout le pays, la police a bloqué de nombreux rassemblements pacifiques tels que des manifestations de travailleurs, des manifestations pour les droits des femmes, des manifestations continues à l'**Université Boğaziçi** et les célébrations de **Newroz** de la population kurde. Au moins **16 interventions** violentes contre des manifestations ou des marches ont pris fin avec la détention d'au moins **249 personnes**. En outre, au moins **30 personnes** ont été inculpées pour avoir assisté aux manifestations de l'**Université Boğaziçi** et **19** autres ont été condamnées à des peines de prison pour avoir assisté à une commémoration des victimes d'un attentat à la bombe en **2015**.

Les gouverneurs locaux, en particulier ceux de l'est et du sud-est à prédominance kurde, ont poursuivi leur pratique consistant à interdire régulièrement de longues interdictions générales de tous les rassemblements en plein air, invoquant de vagues raisons de sécurité nationale ou de la pandémie de **Covid-19.** Les bureaux des gouverneurs de six provinces (**Van, Batman, Mardin, Hakkari, Tunceli, Şanlıurfa**) ont imposé des interdictions d'un total de **105 jours.**

Dans tout le pays, la police a bloqué de nombreux rassemblements pacifiques tels que des manifestations de travailleurs, des manifestations pour les droits des femmes, des manifestations continues à l'Université Boğaziçi et les célébrations de Newroz de la population kurde.

DROITS DES FEMMES

Au cours du mois de mars, **28 femmes** ont **été tuées** et **19 femmes** sont mortes de manière suspecte.



collectif
DDH